

JOURNALISTES : LA COURS



SPÉCIALISTE DES MÉDIAS

Patrick Eveno, 70 ans, est spécialiste de l'histoire des médias. Professeur émérite en histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, il a notamment enseigné dans les écoles de journalisme de Lille et à l'IPJ à Paris.

En 2008, il a dirigé le sous-pôle « concentration, pluralisme et développement » des Etats généraux de la presse écrite organisés par Nicolas Sarkozy où il a plaidé pour la création d'un observatoire du pluralisme et de la transparence dans les médias. En janvier 2013, il a été nommé par Aurélie Filippetti à la Commission de réflexion sur la réforme des aides à la presse.

Il est membre de l'Association de préfiguration d'un Conseil de presse et de l'Observatoire de la Déontologie de l'Information dont il est le président depuis février 2014.

PROPOS RECUEILLIS PAR VERONIQUE BAUD

DESSIN DE GIL

Patrick Eveno dirige l'Observatoire de la déontologie de l'information. Cet universitaire et ses pairs s'intéressent à la défiance qui s'est installée peu à peu vis-à-vis des médias, sujet ô combien il nous livre son diagnostic.

Dans quel contexte avez-vous été amené à créer l'Observatoire de la déontologie de l'information ?

« À force de constater qu'un peu partout dans le monde, et notamment en France, on rencontre le même problème, celui d'une confiance qui s'érode de plus en plus vis-à-vis des journalistes, ce qui pose un problème aux professionnels. L'idée est de voir comment on peut faire pour améliorer la situation. C'est le point de départ

de la création de l'Observatoire et sa particularité. En France, on n'a pas de Conseil de presse pour la presse écrite et internet, il y a une coupure avec l'audiovisuel qui lui est sous tutelle depuis longtemps avec le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel). »

Face à ce constat du déficit de confiance quel est votre rôle ?

« Et bien, nous sommes là pour dire que tout cela n'est pas une fatalité, et qu'il faut se servir des fondements même de la profession de journaliste pour lutter contre. Le milieu professionnel dispose déjà d'armes comme la déontologie. Il n'y a aucune fatalité à être mal vu par l'opinion publique ou les politiques.

La démocratie ne saurait exister sans un droit du public à être informé. Le public doit être informé dans la liberté mais aussi dans le cadre d'un processus professionnel qui fait la valeur du journalisme, car il n'y a pas de vote en démocratie, sans information préalable du public.

Mais on constate que cet équilibre démocratique est fragile quand on voit comment François Fillon, Marine Le Pen, et Jean-Luc Mélen-

chon aussi, même s'il s'est plutôt radouci, ont accusé les médias de mensonge. Trump c'est pareil.

Malgré ces attaques, il faut continuer à dire les choses, le but du journaliste n'est pas de convaincre de ce qui est bien et de ce qui est mal, il est de montrer ce qui est et après les citoyens font leur choix. »

« TWITTER C'EST LE CAFÉ DU COMMERCE À LA PUISSANCE X X X »

Dans quelle mesure y a-t-il un avant et un après internet ?

« Les fondamentaux restent toujours les mêmes : il faut sourcer, ne pas répercuter des informations mal connues. Il s'agit d'abord de faire son travail avec le plus d'honnêteté et de rigueur. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut oublier l'homme dans tout ça. Cela n'est pas incompatible avec le fait de raconter des histoires. On n'est pas forcé d'être dans l'austérité

mais il faut faire attention à la scénarisation. Et toutes les lignes éditoriales sont libres tant qu'elles ne sont pas la proie de conflits d'intérêts. Avec internet, on sait qu'il y a le pire et le meilleur, une plus grande facilité à propager de fausses nouvelles. Il faut donc rester vigilants et toujours veiller à modérer les contenus. Car Twitter c'est le café du commerce à la puissance x x x, cela se répand dans le monde entier. »

Cette défiance qui semble toujours grandir, faut-il s'en inquiéter ?

« J'ai le recul de l'historien. Je peux vous citer des dizaines de textes de défiance vis-à-vis des journalistes depuis 1830. On considère toujours qu'ils nous imposent une pensée. C'est parfois le cas. Il y a des éditoriaux d'opinion. Mais les politiques qui attaquent les médias sont des populistes qui veulent se faire bien voir. Est-ce que ça veut dire la fin de la démocratie, je ne le crois pas, mais il faut faire attention. »

SE CONTRE LA DÉFIANCE

PRESSE ÉCRITE : LES LECTEURS UNANIMES POUR LA CONSERVER !



Une année présidentielle est-elle particulière et en quoi ?

« Oui c'est une année d'exacerbation des débats et en France, on a eu Hollande qui ne se représentait pas, tous ceux qui ont été candidats et sortis comme Sarkozy et Valls, donc on a une conjoncture exceptionnelle. Certains politiques en ont rajouté, et se sont servis de ça. »

« TRÈS PEU DE DÉRAPAGES »

L'info en continu, la vitesse ne sont-ils pas des facteurs aggravants pour troubler l'opinion ?

« Il y a à la fois la rapidité et aussi la multiplication des chaînes. Si on rajoute la radio, le web, les réseaux sociaux, on a un flux permanent. On ne voit qu'une petite partie mais on a à la fois un phénomène de répétition, et le fait qu'une information chasse l'autre. On n'y peut pas grand-

chose. Le flux est lié à la multiplicité des canaux avec l'importance des réseaux sociaux. Et des phénomènes communautaires sont apparus. On a ça aux Etats-Unis avec Fox News, mais pas encore chez nous, ça pourrait venir. »

On a eu des choses un peu folles comme l'invention de faits, attentat pour Trump, et annonce du suicide de sa femme pour François Fillon...

« Effectivement François Fillon s'est servi de ça, car les journalistes avaient attendu plusieurs heures de savoir pourquoi il ne venait pas au Salon de l'agriculture. Attention, les journalistes ne sont pas des devins, c'est un problème parfois aussi, la tentation de vouloir prévoir l'avenir... »

Sur quel chantier travaille l'ODI en 2017 ?

« Le thème de notre rapport c'est « l'information au cœur de la démocratie ». Ce qu'on a vu comme tendance fondamentale, c'est que

dans le contexte des attentats, les politiques ont plutôt voulu augmenter les contraintes, soit par l'intermédiaire du CSA, soit par le parlement. Il y a une pression politique évidente. Et il y a aussi une pression économique et sociale liée par exemple aux évolutions de la presse écrite vers le net, mais aussi par le rachat de groupes de presse par des personnalités extérieures. Même si à part Bolloré, il n'y a pas eu jusqu'à de gros problèmes. Et puis il y a aussi le problème autour des réseaux sociaux, de la post-vérité. Il faut d'un côté continuer à réclamer la liberté, et en même temps faire son métier en luttant contre les mensonges et les manipulations.

En tout cas, dans notre rapport, même si on relève des cas de conflits d'intérêts, d'informations mal vérifiées, de problèmes de vie privée, etc., sur la masse d'informations diffusées, il y a très peu de dérapages. »

(Interview réalisée avant les résultats des élections présidentielles)

LES CINQ RAPPORTS DE L'ODI

L'ODI dont Patrick Eveno a la présidence regroupe une trentaine d'associations, syndicats et entreprises de presse (Le Monde, l'AFP, Sud-Ouest, le SNJ, Audiens...)

2013 : le premier rapport de l'ODI portait sur le thème « L'insécurité de l'information ». Il commençait à démonter les rouages de la défiance vis-à-vis des médias.

2014 : le 2^e rapport s'intitule « L'information sous pressions » avec conformément au cahier des charges de l'ODI une revue des événements de l'année qui interrogent la déontologie, cette année-là par exemple les élections européennes.

2015 : à l'occasion des assises internationales du journalisme et de l'information, l'ODI propose un rapport spécial sur le traitement médiatique des journées « Charlie Hebdo », en référence aux événements de janvier 2015.

2016 : le 4^e rapport « L'information dans la tourmente » revient sur le climat d'insécurité et les conséquences sur la liberté d'informer.

« 2017 : l'information au cœur de la démocratie. »